

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

## sommaire

- Page 3 :  
ETHIOPIE : LE REGIME AUX  
ABOIS MASSACRE AVEUGLEMENT
- Page 4 :  
DJIBOUTI : L'INDEPENDANCE  
FORMELLE EST ACQUISE
- Page 5 :  
TCHAD : LORSQUE L'OPPOSITION  
EST PRETE A RALLIER MALLOUM..
- Page 6 :  
DAKAR : CONFERENCE AU  
SOMMET ... DES OPPRESSEURS
- Page 7 :  
SENEGAL : ENCORE LA REPRESSION  
TOGO : REPRESSION CONTRE ETU-  
DIANTS ET ENSEIGNANTS
- Page 8 :  
MALI : MISE EN PLACE DE L'UDPM  
LA GREVE DES ELEVES
- Page 9 :  
ESPRIT DE CASTE ET SOCIALISME
- Page 10 :  
REVOLUTION AFRIQUE : UN NA-  
TIONALISME . . .
- Page 12 :  
ETHIOPIE : LE P.R.P.E.
- Page 14 :  
TCHAD ASETF : QUAND LA  
SECTION DE PARIS . . .

prix: 1 Franc

N° 50 - 10 mai 1977

HASSAN II ET

OULD DADDAH

HORS DU SAHARA!

La réussite de l'attaque contre Zouérate, pour - tant fortifié et défendu, n'est pas seulement un succès militaire pour le Front Polisario. C'est aussi une démonstration politique. Le Front Polisario n'aurait pas pu réussir une opération de cette envergure sur Zouérate, comme il en avait réussi une autre l'an dernier contre Nouakchott, sans bénéficier de larges appuis.

.../...

Ould Daddah, pour tenter d'expliquer cette illustration de son incapacité de venir à bout de la résistance sahraoui, a dénoncé la "main de l'Algérie". Explication pitoyable ! Même armé et soutenu par l'Algérie, comment le Front Polisario pourrait-il tenir la majeure partie du Sahara et venir parcourir des centaines de kilomètres en Mauritanie-même, s'il n'était pas soutenu par la population ?

En participant au dépeçage du Sahara Occidental, Ould Daddah croyait réaliser une opération de prestige sans grands problèmes. D'autant que, complice qu'il était de Hassan II, il comptait sur le soutien de celui-ci en cas de difficultés.

Mais la population sahraoui n'a pas accepté l'odieux marchandage fait sur son dos entre le Maroc, la Mauritanie et l'ancien occupant colonial, l'Espagne. Elle a pris les armes. Et l'opération de conquête de Ould Daddah tourne aujourd'hui au désastre. Le soutien du Maroc ne lui a certes pas fait défaut. C'est l'aviation marocaine qui protège Nouakchott et la présence de l'armée marocaine est telle que Ould Daddah aurait des raisons de se demander s'il n'a pas besoin de protection... contre ses protecteurs marocains eux-mêmes. Mais comment l'armée marocaine pourrait-elle aider Ould Daddah à vaincre la résistance sahraouie, alors qu'elle n'y arrive même pas dans les zones accaparées par le Maroc ?

Travailleurs, exploités de Mauritanie, cette guerre nous concerne !

Elle nous concerne très matériellement et directement parce que nous en souffrons nous-mêmes. Car c'est avec le sang des nôtres que Ould Daddah mène sa guerre. C'est nous qui souffrons de l'accroissement des impôts et des taxes pour financer l'augmentation de 60 % du budget militaire. C'est nous qui souffrons de l'inflation.

Mais cette guerre nous concerne encore pour une autre raison. Nous ne devons pas accepter d'être les complices de nos dirigeants dans la guerre d'oppression qu'ils mènent. Elle n'est en rien notre guerre. Nous-mêmes qui souffrons de l'oppression du régime de Ould Daddah, nous devons nous opposer à ce qu'il conquière, les armes à la main, le droit d'opprimer la population sahraoui.



# ETHIOPIE

## le régime aux abois massacre aveuglément

Plusieurs centaines d'étudiants froidement exécutés : voilà le dernier en date des actes sanglants du Comité Militaire en Ethiopie.

Les étudiants, pour la plupart de l'université d'Addis-Abeba, où la contestation contre le régime militaire est particulièrement forte, étaient rassemblés sur une grande place, et là, massacrés à coups de mitraillette. Et cela, uniquement pour assurer au régime quelques semaines de répit ; uniquement pour faire taire une opposition qui réclame un peu plus de liberté.

C'est horrible, barbare et révoltant. Comme l'est ce régime qui, après avoir un court moment incarné les espoirs de bien des éthiopiens opposés à la monarchie moyenâgeuse de Haïlé Sélassié, ne se maintient depuis plusieurs mois que par une répression de plus en plus féroce, contre les étudiants, contre les érythréens, contre les paysans, et plus généralement contre tous ceux qui s'opposent à leur politique.

C'est horrible, barbare et révoltant, mais l'Ethiopie, même si elle occupe les devants de la scène, ne constitue pas un cas d'exception.

Du Kenya de Jomo Kenyata à la Guinée de Sékou Touré, combien sont, en Afrique, les régimes qui, en un moment ou un autre, avaient incarné les espoirs de leurs peuples pour se révéler de sanglantes dictatures ? Les uns sont ouvertement liés à l'impérialisme. Les autres se prétendent progressistes, et sont proclamés tels par l'URSS de Brejnev ou par le Cuba de Castro, comme l'Ethiopie elle-même, justement. Mais cela ne prouve rien d'autre que le fait que l'URSS de Brejnev et le Cuba de Castro sont également des dictatures et des amis de dictateurs, comme l'est d'ailleurs la Chine de Mao qui, elle aussi, soutient quelques unes des pires dictatures d'Afrique.

Travailleurs, regardons ce qui se passe en Ethiopie. Regardons la férocité de cette dictature qui n'a rien à envier à celle, établie sur une base raciste, de l'Afrique du Sud. Parce que, justement, la férocité dans la répression, n'a rien à voir avec la couleur de la peau. Et méfions-nous de ceux qui demandent notre sympathie, notre soutien, uniquement sur la base de critères raciaux ou nationaux ; méfions-nous de ceux qui brandissent le seul drapeau du nationalisme, car rien ne garantit qu'ils ne seront pas, demain, des Mengistu, des Amine Dadda, des Sékou Touré ou des Moussa Traoré. Au contraire, tout dans l'histoire des quinze dernières années de l'Afrique, nous prouve le contraire.

Tous ces gens-là, et la politique nationaliste qu'ils incarnent, nous préparent un avenir de misère et d'oppression. Il n'y aura de liberté en Afrique que lorsque la classe ouvrière saura s'organiser, prendre la direction du combat contre les dictatures en place, en collaboration avec la grande masse des paysans pauvres. Il n'y aura de liberté que lorsque les travailleurs organisés auront renversé ces dictatures, se seront emparés du pouvoir pour l'exercer eux-mêmes, les armes à la main pour que personne ne puisse le leur ôter. L'opposition entre régimes dits "progressistes" et régimes réactionnaires, est seulement une opposition mineure entre deux formes de dictatures contre les classes exploitées.

La seule alternative, en Afrique, contre les multiples formes de dominations bourgeoises, exercées au nom du nationalisme, est la révolution prolétarienne.

A BAS LA REPRESSION EN ETHIOPIE !

DJIBOUTI

L'INDEPENDANCE  
FORMELLE  
EST ACQUISE

Le 8 mai, lors du référendum, l'écrasante majorité de la population s'est prononcée pour l'indépendance de la Côte des Somalis.

Ainsi s'achève sur le plan juridique, près d'un siècle de domination coloniale. Près d'un siècle fait d'humiliation, de misère, d'oppression. Près d'un siècle pendant lequel Djibouti, livré aux exactions des légionnaires, était la chasse gardée de petits blancs à la recherche de profits faciles.

Cette indépendance est, certes, la conséquence de nombreuses révoltes qui ont jalonné l'histoire coloniale de Djibouti. Mais c'est une indépendance mûrement réfléchie entre le colonialisme français et les représentants locaux qui seront les futurs fantômes.

Maintenant que le pays est indépendant, l'administration coloniale sera bien sûr remplacée par une administration autochtone. Mais on sait doré et déjà que le régime sera un régime de parti unique de fait, puisque la liste qui obtiendra la majorité à la future élection au parlement, raflera tous les sièges. On sait que le service d'ordre de la LPAI (Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance), parti qui va assumer le pouvoir, seconde doré et déjà la police française pour maintenir l'ordre. On sait également que l'armée française restera là pour servir de dernier recours aux dignitaires qui accèdent au pouvoir, c o n t r e leur propre peuple. Cette armée française, "garante de l'indépendance" interdira à la population de l'ancienne Somalie française de rejoindre la Somalie, même si telle était la volonté de la majorité de la population.

Mais on sait surtout que si quelques somalis ou afars accèdent au palais qui jusqu'à présent était réservé aux administrateurs coloniaux, la majorité des afars et des somalis continuera à croupir dans les bidonvilles autour de Djibouti, ou à parcourir les régions déshéritées du pays à la recherche de pitance pour leur maigre bétail.

Oui, l'indépendance formelle est acquise. Mais ce n'est pas l'émancipation des exploités de Djibouti. Pour cela, l'indépendance ne suffit pas, il faut la révolution, la vraie, celle des prolétaires décidés à renverser le monde du capitalisme.

TCHAD

LORSQUE L'OPPOSITION EST PRETE A RALLIER

MALLOUM . . . AU NOM DU NATIONALISME

Depuis que le régime militaire présidé par le dictateur Khadafi de Libye a décidé d'occuper par la force Aouzou, zone située à l'extrême nord du Tchad, parce que, semble-t-il un important gisement de pétrole y a été découvert, les milieux tchadiens dans l'émigration ne cessent d'en parler.

Toute la discussion tourne autour de ce point : récupérer coûte que coûte cette bande de territoire, même si le sang doit couler. Il en est qui défendent cette position, en particulier au sein de l'Association des Etudiants et Stagiaires Tchadiens, et ils sont même nombreux...

Certes sur le plan militaire le Tchad ne fait pas le poids devant les "mirages" de la Libye ; mais l'atout principal des partisans de la manière forte demeure le nombre et le chauvinisme de la population.

Pourtant les militants de l'Association des Etudiants et Stagiaires Tchadiens qui, au lendemain du coup d'Etat du 13 Avril 1975 affirmaient qu'entre le régime de Tombalbaye et celui de Malloum, il n'existe aucune différence sauf un changement de costume. Et cependant ceux-là mêmes qui appellent à dénoncer le Comité Supérieur Militaire, sont prêts aujourd'hui à soutenir, voire apporter leur caution à ce régime dans la mesure où, au nom de la nation et de l'intégrité territoriale, il déclare la guerre à la Libye.

Et s'ils se plaignent de quelque chose, c'est que le régime ne soit pas assez va-t-en guerre à leur gré...

Quoi d'étonnant, après tout ? N'a-t-on pas vu, il n'y a pas longtemps, une grande partie de l'opposition marocaine se jeter dans les bras du sanguinaire Hassan II lorsque celui-ci avait engagé la guerre pour la conquête du Sahara Occidental ?

Les protestations contre la dictature, contre l'oppression, contre les impôts écrasants, contre la misère de la population, ne sont bien souvent que des closes de style dans le langage des nationalistes, même s'ils se prétendent "radicaux". Protestations qui sont souvent destinées à tromper le petit peuple qui souffre réellement de l'exploitation et de l'oppression. Mais ce qui compte pour les nationalistes, c'est l'intérêt de leur Etat national. Dès qu'ils estiment que celui-ci est défendu ou peut l'être par les dictatures en place, finies les protestations !

Pourtant, une déclaration de guerre contre la Libye ne changerait en rien le caractère du régime de Malloum. Mais elle changerait l'attitude des nationalistes dits d'opposition à son égard.

La première conclusion à en tirer, c'est d'abord qu'entre nationalistes on est fait pour s'entendre, qu'on se prétende progressiste ou que l'on soit franc réactionnaire. La deuxième, c'est que pour combattre la dictature, et surtout ce sur quoi la dictature repose, ces gens-là ne sont bons à rien ; et les exploités ne doivent leur accorder aucune confiance sous peine de voir leurs soi-disant amis se transformer en ennemis déclarés, pour peu que la situation entre la Libye et le Tchad s'y prête !

# — DAKAR —

## LA CONFERENCE AU SOMMET DES DICTATEURS

Le 4<sup>e</sup> sommet franco-africain qui a réuni les représentants des 18 Etats africains le 19 avril dernier à Dakar, a pris fin, comme d'habitude avec des promesses et des projets de part et d'autre.

Les trois précédents sommets avec les représentants des impérialistes français ont eu lieu avec Pompidou et Giscard depuis novembre 1973. Ce sont toujours les mêmes refrains qui reviennent à chaque fois : "coopération, amitié, aides" etc... Les résultats des précédentes réunions de ce genre, que l'on connaît fort bien, montrent déjà ce à quoi les travailleurs doivent s'attendre.

Cette fois-ci, l'accent a été particulièrement mis sur l'aide militaire que les chefs d'Etats africains demandent aux impérialistes.

Giscard, agissant au nom des capitalistes multinationaux, va donc pouvoir vendre ses armes et ses avions militaires pour soutenir ses amis en mugissant à grand fracas contre "l'intervention soviéto-cubaine". La vraie raison ce n'est pas du tout cela et ils le savent tous. Mais Senghor, Mobutu, Houphouët... savent que leur pouvoir repose en dernier ressort sur l'aide militaire des puissances impérialistes. Et cette aide leur est indispensable, non pas contre d'hypothétiques invasions, mais contre leurs propres peuples.

La misère augmente et avec elle le mécontentement de la population aussi, même si on essaie de les "calmer" par la répression et les tortures. Senghor lui-même ne déclare-t-il pas que "depuis 1973, les prix de produits importés ont augmenté de près de 234 % tandis que les prix de nos exportations n'ont pas augmenté de 50 %" ?

C'est à dire que le paysan sénégalais qui, il y a seulement 4 ans achetait une machine à 10 000 CFA, doit payer en ce moment, pour la même machine, environ 35 000 CFA !

L'Etat malien par exemple devait payer aux impérialistes en 1976, 9,6 milliards de francs maliens rien qu'en intérêts de dettes. Dettes qui s'élèvent à 100 milliards de francs maliens.

Si cela est ainsi, pourquoi les Senghor, Moussa Traoré et consort s'entêtent-ils à "coopérer" avec l'Etat de Giscard qui n'attend que cela ? C'est uniquement parce qu'ils sont liés pieds et poings aux impérialistes occidentaux. Ils représentent autant l'impérialisme et en particulier les intérêts de la bourgeoisie française, que les intérêts de leurs propre classes privilégiées. Ils ne peuvent pas sortir l'Afrique de la misère et de la famine malgré leurs grands discours. Les impérialistes leurs donnent quelques miettes, une infime partie des richesses qu'ils accaparent.

Si les fantoches sont venus au pouvoir et y restent toujours, c'est uniquement parce que les impérialistes le veulent. Les intérêts des régimes dictatoriaux sont liés avec ceux de l'impérialisme. Ceux-là mêmes qui sont les champions de la "négritude", de la "zaïrisation", de "l'Afrique aux africains", sont les premiers à se jeter dans les bras de leur protecteur, l'impérialisme, dès qu'ils se sentent menacés.

Pour les travailleurs africains, la conférence de Dakar, n'était qu'une conférence au sommet de leurs ennemis communs ./.

# SENEGAL

FACE A LA REPRESSION QUI FRAPPE LES ETUDIANTS , LES TRAVAILLEURS LES SOUTIENNENT

Face à la grève des étudiants de la Faculté des Sciences de Dakar et de l'école des assistants sociaux, le gouvernement a utilisé sa réponse habituelle : la répression.

Le 9 mai 1977 un étudiant a été expulsé, 8 ont été emprisonnés, 75 renvoyés des établissements.

Il semble que la grève ait démarré il y a deux mois pour protester contre les "contrats" de 15 ans imposés aux boursiers. Depuis un certain temps déjà le gouvernement prépare son action en lançant une campagne démagogique à travers son journal "le soleil", contre les étudiants.

Il les accusait successivement de ne penser qu'à leurs privilèges, d'entraver le développement économique en ne devenant pas vite des techniciens, et de maintenir la dépendance vis-à-vis de la France. Tout juste si les étudiants n'étaient pas accusés d'être responsables de la sécheresse, des impôts et de la famine...

Le gouvernement utilise la démagogie pour dresser la population contre les étudiants. Mais de toute évidence ce qui gêne le gouvernement, ce ne sont pas les avantages dont les étudiants bénéficient incontestablement par rapport aux travailleurs, et aux paysans pauvres. Ce qui le gêne, c'est que les étudiants contestent ouvertement le régime. Les raisons de la répression gouvernementale sont politiques. Les travailleurs ne doivent pas céder à sa démagogie, et applaudir au fait que les étudiants soient baillonnés. Au contraire, ils doivent être solidaires de la lutte des étudiants.

Pour se faire entendre les étudiants ont choisi de se battre. Ils ont raison, c'est le seul moyen. Les travailleurs, de leur côté, ne peuvent espérer conquérir le droit de s'exprimer, le droit de s'organiser, qu'en se battant contre le régime.

\* \* \* \* \*

# T O G O

## REPRESSION CONTRE ETUDIANTS & ENSEIGNANTS

Dans la 2<sup>e</sup> quinzaine du mois d'avril 1977, plusieurs dizaines de personnes ont été arrêtées et emprisonnées au Togo, notamment dans la capitale Lomé et dans d'autres régions du pays. Parmi ces personnes arrêtées il y a une grande majorité d'enseignants et d'étudiants.

Le régime du Général Eyadema, dictateur du Togo, ne tolère pas les opposants. Quand ces derniers osent critiquer tant soit peu son régime, ce sont les arrestations qui attendent.

Depuis que Natchaba Ouattara a été nommé chef de cabinet, la répression s'accroît. Natchaba est un ancien militant de l'Association des Etudiants et Stagiaires Togo-lais en France, alors il connaît ceux parmi les étudiants qui dénoncent les injustices de ce régime lié à l'impérialisme français.

Le régime Eyadema est aussi pourri que ceux des Moussa Traoré ou des Senghor qui oppriment les travailleurs et les paysans.

# MALI

## LES COLONELS EN CAMPAGNE POUR METTRE EN PLACE L'U.D.P.M.

Ils se dépensent, les colonels au pouvoir pour mettre en place ce fameux parti civil promis par Traoré, voilà déjà trois ans ! Meeting à Bamako au stade Mamadou Konté en présence du ministre de l'intérieur, de la défense ainsi que du sanguinaire Tiékoro Bagayoko. Meeting encore dans la région de Kayes en présence d'un autre ministre, Amadou Baba Diarra... Meeting un peu partout, avec un lieutenant-colonel par-ci, un colonel par là, pour faire connaître l'Union démocratique du Peuple Malien à créer.

Vue la durée de cette campagne, vue la pléiade de personnalités propulsées dans les quatre coins du pays, il faut croire que les militaires ont du mal à convaincre la population de leurs intentions "démocratiques". Même si pour l'en convaincre on mobilise les hommes de main les plus sinistres du régime...

"La démocratie est sans prix", vient de déclarer doctement le dictateur Moussa Traoré, pour ajouter que "Quand on refuse la parole au peuple, il finit par la prendre. Il n'a pas besoin d'autorisation pour le faire. C'est la raison pour laquelle le parti qui va être créé sera l'Union Démocratique du Peuple Malien."

Il y a du vrai dans ce que raconte le colonel-dictateur. Seulement un parti civil, même s'il se nomme démocratique, est une feuille de vigne vraiment un peu trop dérisoire, pour empêcher de prendre la dictature militaire pour autre chose que ce qu'elle est. Et UDPM ou pas, il y en aura qui prendront la parole, même sans autorisation.

\* \* \* \* \*

## LE GOUVERNEMENT DE MOUSSA TRAORE RÉPRIME LES ÉLÈVES EN GRÈVE

Selon les dernières informations, les établissements d'enseignement supérieur, secondaire et normal de Bamako restent toujours fermés par les autorités à la suite d'une grève déclenchée il y a plus de trois mois.

C'est en effet le 7 février que les élèves, suivis des étudiants de ces établissements se sont mis en grève pour protester contre les concours obligatoires imposés par le gouvernement pour l'accès aux grandes écoles aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du Mali.

Cette mesure sélective qui fait partie de la réforme globale de l'enseignement, vise à jeter dans la rue nombre d'élèves, donc à fabriquer des futurs chômeurs.

Le gouvernement fantoche de Moussa Traoré, au lieu de satisfaire les revendications légitimes des grévistes à savoir la libération de leurs camarades arrêtés lors de la grève, et l'annulation du décret instituant les concours, envoie l'armée et la police contre eux : 8 morts dont semble-t-il un policier et plusieurs blessés.

Malgré la dissolution, par les autorités, du Bureau de l'Union Nationale des Étudiants et Elèves du Mali (UNEM) ; malgré l'intimidation du gouvernement et de son ministre de l'éducation Moustapha Soumaré, la grève s'est poursuivie.

Devant cette détermination, Moussa Traoré décide de fermer les établissements.

Les travailleurs révolutionnaires soutiennent la lutte des élèves et étudiants de Bamako et autres régions du Mali.

\* \* \* \* \*



# ETRE SOCIALISTE C'EST AUSSI LUTTER CONTRE L'ESPRIT DE CASTE

De nombreux travailleurs africains, qu'ils soient dans l'émigration ou en Afrique, sont imprégnés de beaucoup de préjugés de la tradition et souvent maintenus, sinon même ravivés par la religion.

Même si la période de l'esclavage est revolue, dépassée, elle a laissé beaucoup de séquelles dans les coutumes et les modes de vie, parce que l'esprit de caste existe toujours au 20<sup>e</sup> siècle, même ici dans les foyers, en France. A plus forte raison au pays où il imprègne la vie sociale.

C'est ainsi que les "descendants d'esclaves" sont considérés comme inférieurs aux descendants des familles des féodaux de "caste supérieure". La tradition veut que les "esclaves" servent les autres uniquement parce que leurs parents ou ancêtres étaient des esclaves.

Alors que quotidiennement tous les travailleurs subissent l'exploitation au travail, à l'usine ou ailleurs, il n'y a pas de raison que quand tout le monde rentre au foyer le soir, ce soient les esclaves qui, même quand ils sont plus fatigués que les autres, fassent la cuisine et diverses corvées pour les autres. Et pendant ce temps ces derniers se reposent ou jouent à la belotte.

Pendant le week-end, c'est la même chose : Les premiers doivent d'abord accomplir leur "tâche" et n'ont souvent pas le temps de se promener, aller au cinéma ou tout simplement se distraire. D'autres traditions humiliantes font des jeunes presque des esclaves pour leurs aînés. Particulièrement forts sont les préjugés contre les femmes, opprimées parmi les opprimés.

Tout cela n'est moral que dans un système où les gens comme Abdou Diouf et Senghor utilisent dans leurs campagnes et dans leurs actions, les marabouts et les féodaux qui ne sont-là que pour utiliser ce genre de traditions et les maintenir. C'est une injustice, même si la tradition est ainsi.

Les travailleurs qui luttent pour la dignité des hommes doivent combattre vigoureusement les préjugés que l'époque de l'esclavage nous a laissés, aussi bien que ceux qui, comme l'oppression de la femme ou l'oppression raciale, sont perpétués même dans les pays capitalistes dits avancés.

Un travailleur conscient de son rôle n'a pas le droit de se taire devant les choses qui bafouent la dignité des êtres humains comme lui. Il doit soutenir tous ceux qui ressentent cette oppression perpétuée par des coutumes archaïques. Il doit aussi éduquer les autres travailleurs afin de les soustraire à toute sorte d'obscurantisme, en particulier l'obscurantisme religieux qui empêche le développement de leur conscience, qui les divise et qui, finalement, ne profite qu'à leurs exploiters, les capitalistes.

Lutter pour le socialisme, c'est lutter pour une société égalitaire, pour une société où aucun être humain ne puisse exploiter ou opprimer un autre sous aucun motif. N'est socialiste que celui qui est profondément convaincu que l'inégalité raciale, l'inégalité entre homme et femme, l'inégalité entre jeunes et vieux, l'inégalité entre castes, ne sont pas des traditions respectables et à respecter, mais des formes d'oppression à combattre.

\* \* \* \* \*

# RE VOLUTION AFRIQUE

un nationalisme qui  
n'ose pas dire son nom

Le journal Révolution Afrique qui est animé par des militants de l'OCA (Organisation des Communistes Africains), a publié le 15 avril 1977 un article intitulé : "Le Mozambique, un Etat révolutionnaire ? ni suivisme, ni schématisme."

Son but est de "permettre aux masses populaires (...) de comprendre en quoi la victoire du peuple mozambicain contre le colonialisme portugais, ses efforts constants pour l'édification d'une société socialiste, sa participation à la destruction de la domination impérialiste en Afrique Australe contribue directement à l'élévation de la conscience de classe des peuples d'Afrique, à l'affaiblissement des gouvernements néocoloniaux, et de l'exploitation capitaliste dans tout le continent."

Ce journal poursuit : "Le PAIGC, le MPLA et le FRELIMO se sont constitués comme des organisations nationalistes. Confrontés aux nécessités de la lutte (...) elles sont obligées, sous peine de disparaître d'évoluer"

Le PAIGC : Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap Vert, de A. Cabral.

MPLA : Mouvement Populaire de libération de l'Angola, de Agostino Neto.

FRELIMO : Front de Libération du Mozambique, de Samora Machel.

Selon Révolution Afrique toujours, le FRELIMO a été obligé de mobiliser les paysans et les travailleurs. Et ainsi il serait devenu socialiste puisque par ailleurs "il n'existe pas de muraille de Chine entre la lutte nationale et la lutte pour le socialisme."

On s'en doute, en Afrique du Sud et en Rhodésie, comme dans les luttes qui se sont déroulées au Mozambique contre le colonialisme portugais, les travailleurs sont présents et subissent d'énormes sacrifices. Et une révolution socialiste ne leur coûterait pas plus cher. Dans ce sens-là il n'y aurait pas de grande différence entre une lutte d'émancipation nationale et une lutte pour le socialisme.

Mais par contre, il y a bien une "muraille de Chine" entre la politique nationaliste et la politique communiste ; entre une politique qui reste sur le terrain des intérêts de la bourgeoisie nationale et une politique qui représente les intérêts du prolétariat international. L'une exclue rigoureusement l'autre. Et contrairement aux affirmations de Révolution Afrique, on ne peut pas passer, par on ne sait quel mécanisme automatique, insensiblement de l'un à l'autre. Pas même sous la "poussée des masses". Car le choix entre le nationalisme et la révolution prolétarienne est un choix politique conscient. Ce n'est pas une question de degré dans la radicalisation. Une voiture lancée dans une mauvaise direction n'arrivera pas plus vite au but, simplement en roulant plus vite.

Le capitalisme a accumulé des richesses dans les pays développés, sur le dos des travailleurs de l'Afrique et du monde entier. Dans ces pays il y a des machines avec lesquelles une personne peut faire l'équivalent du travail de 1 000 personnes utilisant les techniques rudimentaires d'Afrique. Il y a de fabuleuses richesses qui peuvent permettre une vie bien meilleure au monde entier.

Mais ces richesses ne pourront être mises à la disposition de tous que par le renversement de l'impérialisme. Renverser l'impérialisme, c'est renverser la domination

politique de la bourgeoisie à l'échelle du monde, c'est exproprier la classe capitaliste dont les forces essentielles sont concentrées dans les pays développés. La seule force sociale capable de réaliser cette tâche grandiose est le prolétariat mondial.

Le seul choix politique qui conduit à la révolution socialiste, est celui qui consiste à se placer sur le terrain du prolétariat mondial, à conduire son action politique en fonction des intérêts de celui-ci. Et le premier choix politique dans ce sens, c'est justement de considérer le prolétariat mondial comme une classe unique, aussi grande soit sa diversité, et même si certaines fractions de ce prolétariat--en particulier ceux des pays riches-- sont souvent privilégiés par rapport à leurs frères des pays sous-développés.

Mais ce premier choix déjà, est rigoureusement aux antipodes du choix nationaliste à l'horizon étriqué, limité aux frontières nationales.

Ainsi, la lutte des travailleurs des pays d'Afrique ne peut conduire à la révolution socialiste que si les travailleurs sont organisés à part dans un parti de classe, et si ce parti de classe est clairement conscient de la place du prolétariat de leur pays dans le prolétariat international.

Les travailleurs mozambicains, aussi peu nombreux soient-ils, peuvent ouvrir la voie vers cette perspective en montrant le chemin aux travailleurs des autres pays. D'ailleurs même s'ils n'y arrivent pas, ils pourront au minimum faire autant que les Samora Machel, c'est-à-dire partager tant bien que mal la misère. Mais même là, ce seront au moins eux qui contrôleront ce partage -et ce contrôle ne serait pas le fait d'un appareil d'Etat incontrôlé-.

Révolution Afrique conseille plutôt aux travailleurs d'entrer sans réserve dans ces partis nationalistes comme le FRELIMO, et de les "obliger par leurs luttes à devenir socialistes". Mais alors, si les travailleurs ont cette force, pourquoi ne créeraient-ils pas leur propre parti ?

Samora Machel, pas plus que Amilcar Cabral, Fidel Castro ou Mao, ne représentent pas la voie de la révolution prolétarienne. Ils représentent une politique bourgeoise pour leur pays, une politique visant non pas à renverser l'impérialisme mais à mettre leur pays à l'abri de l'impérialisme, afin de leur donner une petite chance de se développer.

Mais cette politique conduit à une impasse. La Chine, Cuba, deux pays parmi ceux qui ont poussé la révolution nationaliste le plus loin, et où la mobilisation populaire pour appuyer la politique nationaliste radicale, a été la plus profonde, recherchent aujourd'hui tous les deux à composer avec l'impérialisme. Et la Chine par exemple, le fait de façon particulièrement honteuse en s'alliant ouvertement à l'impérialisme américain, notamment en Afrique (Angola, Zaïre...).

Il est vrai que un Samora Machel par exemple, n'a que faire des gymnastiques de Révolution Afrique qui essaie de convaincre ses lecteurs que ce dirigeant nationaliste est en réalité objectivement un dirigeant révolutionnaire prolétarien, ou qu'il sera contraint par "la poussée des masses", à le devenir. Samora Machel lui, se proclame nationaliste, et il en est fier. C'est au moins clair et il a au moins le mérite de la sincérité. Révolution Afrique, lui, n'ose pas se dire nationaliste. Il préfère déclarer son nationalisme indirectement, en quelque sorte par procuration, par la bouche de Samora Machel.

Les militants qui animent Révolution Afrique se sont donnés -jusqu'à l'odieuse interdiction qui a frappé l'OCA- le nom de communistes. Mais par leur programme, par leurs prises de positions politiques, ils restent entièrement sur le terrain du nationalisme.

Mais communisme et nationalisme, même radical, sont rigoureusement contradictoires. Il serait plus clair pour tout le monde si Révolution Afrique déployait clairement le drapeau qu'il s'est choisi : celui du nationalisme. Qu'il laisse le communisme à ceux qui combattent, au nom de l'internationalisme prolétarien, le nationalisme sous toutes ses formes./.

# ETHIOPIE

## LE PRPE ET SA POLITIQUE

Depuis que le régime militaire est au pouvoir, en février 1974, il est apparu incapable de résoudre les maux qui frappent le pays.

Il est inutile de s'étendre sur son attitude et les moyens mis en oeuvre pour "résoudre" le problème érythréen. Comme Haïlé Sellassié le DERG compte mettre fin par la force des armes à l'aspiration à l'indépendance du peuple de ce pays.

Les militaires au pouvoir sont confrontés à une opposition croissante. Une des principales organisations qui ont engagé une lutte ouverte contre le DERG (le comité militaire au pouvoir) est le PRPE (Parti Révolutionnaire du Peuple Ethiopien). Ce parti qui subit une répression féroce semble bénéficier de la sympathie d'une fraction importante de la petite bourgeoisie des villes, des étudiants et des jeunes en général.

Les révolutionnaires prolétariens doivent être évidemment solidaires des militants du PRPE lorsqu'ils sont victimes de la sanglante répression des militaires. Mais ils doivent aussi savoir ce qu'est ce parti, quelle perspective il représente, et le dire clairement.

Le PRPE est issu du même courant maoïste, oppositionnel au temps de Haïlé Sellassié, dont une autre branche a abouti à la création du MSPE (Mouvement Socialiste Pan-Ethiopien). Le MSPE, lui, a choisi dès février 1974, de soutenir ouvertement le régime militaire ou ce que le MSPE appelle l'aile gauche de ce gouvernement. Aujourd'hui donc, au nom de sa façon de concevoir la "révolution éthiopienne", le MSPE cautionne ouvertement la dictature sanglante des militaires. Par la même occasion les membres de cette organisation participent à la chasse contre les militants du PRPE, leurs anciens camarades d'il y a trois ans encore.

Le PRPE, lui, a non seulement engagé une lutte violente armée, contre le DERG, mais il le fait en se réclamant du marxisme, du léninisme en parlant de dictature du prolétariat, et en invoquant parfois la classe ouvrière. Mais il prône en même-temps la constitution d'un "front uni de toutes les couches opprimées et anti-impérialismes". En fait cela veut dire concrètement : noyer le prolétariat éthiopien dans les autres classes sociales qui lui sont fondamentalement opposées, c'est-à-dire la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale.

Par ailleurs, tout en invoquant le prolétariat, le PRPE ne cherche nullement à éduquer la classe ouvrière éthiopienne dans ses tâches, à la rendre consciente, à l'organiser afin qu'elle soit capable de s'émanciper elle-même. Non. Tels des sauveurs, les militants du PRPE veulent libérer le prolétariat et les exploités en substituant l'action terroriste à l'action consciente des masses.

C'est ainsi qu'il se livre à des actes individuels dirigés contre les membres du MSPE, ou des chefs de Kebellé (Comités de Quartiers élus plus ou moins démocratiquement sous la direction des militaires) ne remplaçant en aucune façon l'action consciente des masses. En particulier lors de la mort de Fekré

Mérid, un des dirigeants du MSPE en octobre 1976, le PRPE déclare dans son bulletin d'information "Abyot" : "l'exécution de Fekré Mérid est une action révolutionnaire, c'est une acte de justice des forces révolutionnaires".

Mais le PRPE ne peut pas faire la révolution prolétarienne à la place de la classe ouvrière éthiopienne. Ce prolétariat, bien que faible numériquement a montré ces dernières années, par des grèves et des manifestations, qu'il représente une force révolutionnaire. La tâche des révolutionnaires prolétariens serait de l'organiser sur la base d'une politique de classe. Ce n'est nullement la préoccupation du PRPE.

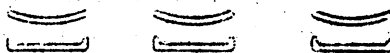
Le fait que le PRPE ait engagé la lutte militaire contre le régime ne lui donne nullement un caractère prolétarien. Oh, sans aucun doute, le pouvoir des militaires ne peut être renversé que par la violence. Mais la violence du PRPE n'est pas l'expression d'un prolétariat mobilisé et conscient. Elle se mène au nom du nationalisme, c'est-à-dire d'un programme bourgeois.

Dans ces conditions, l'appareil militaire que le PRPE est en train de construire pour renverser le régime en place, l'ARPE ( Armée Révolutionnaire du Peuple Ethiopien"), appareil incontrôlé et incontrôlable, sera un appareil destiné à encadrer, à contrôler la population travailleuse. Il ne différera pas fondamentalement, spécialement de l'appareil d'Etat en place, contrôlé par les militaires.

Malgré sa phraséologie marxisante, le PRPE est une organisation nationaliste comme bien d'autres. Et si dans son programme, il se réclame de la classe ouvrière éthiopienne, il ne se réclame jamais du prolétariat international. Or, cela seul est déterminant. La classe ouvrière éthiopienne, numériquement très faible, ne représente l'avenir pour la société éthiopienne que parce qu'elle fait partie intégrante de prolétariat mondial.

Elle est forte de la force du prolétariat mondial; elle est riche de l'avenir que le prolétariat représente pour l'humanité. Il n'y a pas de socialisme possible dans une Ethiopie enfermée dans ses frontières. Le PRPE ne pourrait que trahir les espoirs de la classe ouvrière éthiopienne -à supposer que cette dernière lui accorde sa confiance- en limitant ses perspectives à la seule Ethiopie.

Un véritable parti révolutionnaire prolétarien reste encore à construire en Ethiopie.



# TCHAD : ASETF

QUAND LA SECTION DE PARIS SE "DEMARQUE" DU FROLINAT . . . AU NOM DU NATIONALISME

En avril dernier, les Etudiants et Stagiaires tchadiens se sont réunis à Paris pour discuter de la première partie d'un document réalisé par leur bureau de Paris intitulé "Réflexion sur les débats actuels" au sein du mouvement étudiant africain en France.

On a parlé de beaucoup de choses, mais c'est surtout l'appréciation sur le Front de Libération Nationale du Tchad -FROLINAT- qui a divisé l'assemblée en deux camps bien distincts et a provoqué des interventions passionnées.

Ces deux camps s'affrontent de la manière suivante : D'un côté ceux qui soutiennent traditionnellement le FROLINAT et se refusent à la moindre critique de ce mouvement. De l'autre, une poignée d'étudiants qui, tout en soutenant cette organisation, affirment publiquement que le FROLINAT est une organisation nationaliste, bourgeoise, et en tant que telle, ne peut pas être une organisation de la classe ouvrière qui œuvre pour la révolution socialiste au Tchad.

Il est à peine paradoxal, à notre époque où le mot socialisme est tellement galvaudé, que dans cette discussion, on ait invoqué de part et d'autre le socialisme. Même les partisans acharnés du FROLINAT !

C'est que depuis quelque temps, le FROLINAT lui-même affirme qu'il lutte pour le socialisme. Et ajoute-t-il, s'il ne l'avait pas exprimé plus tôt, c'était pour bénéficier de l'aide des pays voisins hostiles au communisme.

Au cours d'une interview de Abba Siddick, secrétaire général du FROLINAT à Alger en 1974, celui-ci justifie cette attitude : Ce n'est pas simple, dit-il de s'affirmer communistes. Pourquoi ? "Parce que le socialisme c'est la muleta rouge devant le tau-reau, et crac les frontières sont fermées". Mais quand en 1970 le Soudan et la Libye se prétendaient eux, socialistes, alors lui, le FROLINAT, a aussitôt embouché la trompette du socialisme : "Nous étions obligés de dévoiler plus ou moins nos batteries, de dire que la transformation du Tchad passe par le socialisme" avait affirmé benoîtement Abba Siddick.

Bien sûr, les camarades du bureau de Paris ont raison d'essayer, tout au moins de montrer que le socialisme c'est bien autre chose que ce que le FROLINAT veut faire. Et il est reconfortant qu'au sein de l'ASETF un courant se dégage pour faire entendre une autre voix que celle des nationalistes du FROLINAT. Mais ce courant lui-même est loin d'avoir rompu les amarres avec le nationalisme. Sur la plupart des analyses, le document de réflexion reste ambigu.

C'est ainsi que, au fond, le principal reproche de ce courant à l'égard du FROLINAT est qu'il est "réformiste" et qu'il sera amené à composer avec l'impérialisme et à lui faire des compromis. Mais là n'est pas le problème. Le problème, c'est que le FROLINAT ne se place pas du tout sur le terrain du prolétariat, et donc que son action n'a rien à voir avec le socialisme. Il ne s'agit même pas de le lui reprocher, mais de constater qu'il incarne un ~~choix~~ politique, celui du nationalisme, et donc qu'il . . . / . . .

représente les intérêts d'une classe sociale autre que le prolétariat, la bourgeoisie nationale.

Le FROLINAT sera, certes, amené à composer avec l'impérialisme s'il parvient au pouvoir. Il n'aura pas le choix : dans un monde dominé par l'impérialisme, les Etats nationaux des pays sous-développés sont contraints de composer à des degrés divers, avec l'impérialisme. Rien ne pourra y faire tant que l'impérialisme ne sera pas renversé. Mais la politique nationaliste ne mène, justement, pas au renversement de l'impérialisme.

Pour montrer clairement qu'ils représentent un choix politique fondamentalement différent de celui du FROLINAT, les rédacteurs du document du bureau de Paris auraient dû commencer par affirmer que la société actuelle se divise à l'échelle du monde, en deux classes sociales hostiles. D'une part, la bourgeoisie, qui impose son mode de production économique et sa domination politique à la plus grande partie du monde, et que c'est cette domination qui engendre les crises, le sous-développement, les inégalités etc... D'autre part, il y a le prolétariat international. Ils auraient dû ensuite dire clairement de quel côté ils se situent eux-mêmes, et montrer tout aussi clairement que le nationalisme, sous toutes ses formes, représente une politique bourgeoise.

Au lieu de cela, le document parle de "deux systèmes socio-économiques qui partagent le monde", en opposant le bloc occidental capitaliste aux pays de l'est. Certes le texte fait à plusieurs reprises référence à la division de la société en classes et à l'incompatibilité entre les intérêts de la bourgeoisie, et ceux du prolétariat. Il affirme même que l'Etat est soit bourgeois, soit ouvrier, mais pas les deux à la fois. Mais c'est pour... inviter les Etats africains à choisir entre les deux ! Comme si le chacal pouvait choisir de devenir agneau !

Aucune orientation politique, aucune mesure économique, ne peuvent faire des Etats africains actuels, des Etats ouvriers. Le prolétariat doit renverser, détruire ces Etats et exercer lui-même et directement les pouvoirs étatiques. Alors seulement, un Etat ainsi créé serait un Etat ouvrier, c'est à dire un instrument au service de l'émancipation du prolétariat.

La même idée, à savoir que la nature sociale d'un Etat dépend de la politique de ses dirigeants, se retrouve dans le fait que le document oppose la Chine, au Vietnam. Le texte reproche à Mao, à juste raison d'avoir prôné l'idée de la nécessité de fondre la classe ouvrière dans un "blos des quatre classes". Mais puisque les dirigeants vietnamiens n'en ont pas fait autant, (ce qui est d'ailleurs faux) le Vietnam représenterait une politique au service d'un avenir socialiste. Les rédacteurs ne se sont même pas posé la question de savoir si la classe ouvrière a réellement pris le pouvoir au Vietnam ou pas, si les dirigeants du Vietnam ont une politique en direction du prolétariat international ou pas. Il est vrai que se poser la question eût été y répondre...

En fait, tout en s'attaquant au FROLINAT, les militants du bureau de Paris portent sur l'avenir de l'humanité, le même regard que les nationalistes.

L'initiative de ces camarades, même si elle sème beaucoup de confusion, a cependant légitimé d'au moins essayer de rompre avec le nationalisme. Au sein de l'Association les étudiants savent qu'il existe un autre courant d'idée qui s'affirme internationaliste. Seulement ceux-là même qui ont pris cette initiative ne font que réintroduire, par d'autres mots, le nationalisme qu'ils sont censés combattre.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploitées.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratiques des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.